

2nd EMES-Polanyi International Seminar
**Societies in transition: Social and solidarity economy,
the commons, public action and livelihood**

CNAM, Paris (France) · 19 - 20 May 2016

**Communs, logiques paysannes et raison d'État.
L'agriculture en Géorgie (Caucase du Sud)**

Eveline BAUMANN

UMR 245 Cessma (Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques ;
Université Paris Diderot – Inalco – IRD)

eveline.baumann@ird.fr

Version décembre 2016

Parmi les pays post-soviétiques, c'est incontestablement la Géorgie qui a la vocation agricole la plus prononcée. Dotée de terres fertiles et bénéficiant, avec une pluralité de zones climatiques, de conditions météorologiques exceptionnelles, n'avait-elle pas, pendant l'ère soviétique, fourni en agrumes, vin, eaux minérales, la capitale Moscou et sa seconde ville, l'actuelle Saint Petersburg ? C'est aussi dans ce petit pays de 3,7 millions d'habitants que l'effondrement de l'agriculture a été le plus douloureux avec, entre 1990 et 2000, une contraction de la production de 11 % par an (Welton 2013 : 33).

Issue du démantèlement des sovkhozes, fermes propriété de l'État, et des kolkhozes, fermes collectives appartenant formellement aux travailleurs, l'agriculture géorgienne est en panne. C'est essentiellement une agriculture de subsistance : 93 % les exploitations sont de type familial et commercialisent peu. Alors qu'elle fait vivre près de la moitié des Géorgiens – les données exactes font cependant défaut –, sa contribution au PIB n'est que de 9 %, contre plus du triple dans les années 1990. Le régime ultralibéral de Mikhaïl Saakachvili, président du pays entre 2004 et 2012, a causé beaucoup de tort à l'agriculture. Depuis, celle-ci est devenue l'une des priorités des autorités de Tbilissi. Pour le moment, les résultats sont encore limités.

La faiblesse des performances est largement imputable à la disparition des marchés ayant traditionnellement absorbé les produits agricoles géorgiens, disparition qui n'est que la suite logique de l'effondrement de l'Union soviétique. Mais elle est aussi étroitement liée au fait que le passage à l'économie de marché ne s'est pas accompagné de l'émergence d'institutions compatibles avec la nouvelle constellation. En cela, interroger les communs peut s'avérer fructueux. Ils seront appréhendés ici dans leur acception large : ce ne sont pas seulement les ressources naturelles en tant que telles qui sont concernées, mais aussi « l'aval », voire « l'amont » de leur exploitation.

Après avoir posé le cadre théorique, on verra tout d'abord comment, sous le régime soviétique, l'État-Parti s'est arrogé le monopole des communs. Ensuite, il s'agira de montrer que, dans la Géorgie indépendante – et tout particulièrement sous la présidence de M. Saakachvili –, l'émergence de communs compatibles avec l'économie de marché se heurte à de grandes difficultés. Ce qui rapproche les deux époques, c'est un manque d'attention par rapport aux communs et la croyance en la supériorité des unités de très grande taille – fermes collectives dans un cas, entreprises agricoles dans l'autre – par rapport aux exploitations paysannes.

1. Cadre théorique

1.1. Marx versus Tchayanov

La littérature sur l'agriculture dans l'Europe du XIX^e siècle semble unanime : le rapport de force opposant le monde des paysans aux grands propriétaires fonciers donne le premier comme perdant. Ainsi, Karl Marx, estime que les « grandes propriétés foncières » seront responsables du déclin de « la propriété parcellaire » : celles-là vont usurper « la propriété communale qui est partout le second complément de l'économie parcellaire, car seule elle permet l'élevage de bétail [...] » (1867-1894/1977 : 3^{ème} livre, 730). Plus encore, dans « les deux formes, au lieu que la terre soit consciemment et rationnellement traitée comme la propriété perpétuelle de la collectivité [...], nous avons affaire à une exploitation des forces du sol qui équivaut à leur gaspillage [...]. Pour la petite propriété, il en est ainsi par manque de moyens et de connaissances scientifiques permettant d'utiliser la force productive sociale du travail ; pour la grande, parce que fermiers et propriétaires utilisent ces moyens pour s'enrichir le plus rapidement possible. » (*ibid* : 735). De son côté, Lénine reprit ce discours en concluant à la « nécessité de la socialisation de la production agricole » (Lénine 1899/1947 : 303).

Sous l'effet de l'industrialisation, la population urbaine de la Russie européenne augmentait à un rythme fulgurant – 6 millions en 1863, le double en 1897 (Fitzpatrick 1994 : 21). Or, l'agriculture n'était pas à la hauteur de la demande croissante de vivres qui en découlait. Ce handicap explique qu'un nombre impressionnant d'études furent consacrées à la paysannerie. Ces études avaient été commandées par les *zemstvo*, des assemblées provinciales censées mettre en œuvre les réformes foncières de 1861, décrétées dans le cadre de l'émancipation des serfs ; elles allaient donner lieu à des propositions supposées promouvoir la modernisation de la production agricole. Les travaux d'Alexandre Tchayanov, spécialiste de l'économie agricole le plus en vue entre 1919 et 1930 (*ibid*. ; Kerblay 1986), font partie des 4 000 volumes consacrées à la question (Thorner 1986 : xii).

Par opposition à la vue pessimiste de Marx, Tchayanov attirait l'attention sur la résilience des unités familiales. Etudiant l'agriculture paysanne « par le bas » et mettant l'accent sur l'articulation entre la démographie et la pénibilité du travail (*tâgostnost'*), Tchayanov insiste notamment sur l'équilibre, cher aux familles paysannes, entre le souci de consommer et d'investir, d'une part, et celui de couvrir les besoins de base, d'autre part. Ces besoins sont déterminés par le rapport entre le nombre d'actifs et de non actifs. En fonction de cet élément, les chefs des unités familiales acceptent un degré plus ou moins élevé d'auto-exploitation, un terme que l'on doit à l'agronome russe. En cela, l'agriculture paysanne s'oppose aussi à l'agriculture capitaliste, la seconde étant prête à s'endetter pour acquérir des terres, au risque de courir à la faillite, alors que la première préfère travailler plus, accepter des prix plus faibles et renoncer – si nécessaire – au surplus.

Pour compléter, on remarquera avec Ronald Herring (1984 : 145) qu'il ne s'agit pas d'une auto-exploitation volontaire, mais plutôt d'une « auto-exploitation structurelle » découlant d'un environnement économique et politique contraignant qui limite la marge de manœuvre des petits agriculteurs.

1.2. Karl Polanyi et la « subsistance de l'homme »

Les idées de Tchayanov peuvent être rapprochées de celles de Karl Polanyi et notamment de sa conception de l'économie de subsistance (Polanyi 1977/2011), d'une part, des synergies entre l'économie et l'environnement social et politique, d'autre part (Polanyi 1957). Se référant aux sociétés dites « primitives », Polanyi considère l'économie comme un domaine qui n'est pas distinct des rapports sociaux, « puisque les rapports sociaux intégrés dans les institutions non économiques prennent automatiquement en charge le système économique. » (Polanyi 1977/2011 : 102). Plus encore, les activités économiques ne visent pas seulement la possession de biens matériels. L'homme est tout autant mu par des désirs immatériels, comme celui de maintenir sa position sociale et de sauvegarder ses droits et avantages acquis. Ceci explique aussi le souci de produire pour son propre groupe d'appartenance, qu'il s'agisse de la famille, du village ou bien d'un manoir seigneurial. Autant de regroupements dont l'organisation interne importe peu (Polanyi 1944/1983 : 84), celle-ci pouvant aller du despotisme à la démocratie.

Si Polanyi s'est intéressé à l'avènement du marché dans les sociétés pré-capitalistes, son approche substantive de l'économie se justifie aussi pleinement à l'égard des sociétés paysannes contemporaines. Les conclusions d'un collectif ayant étudié la petite paysannerie en Europe et dans la zone tropicale vont justement dans ce sens. Les motifs de l'action économique sont pluriels et le « marchand et non-marchand sont [...] moins opposés qu'imbriqués, pour former un tout, un système de valeurs indissociables » (Groupe Polanyi 2008 : 19). Si diverses soient-elles – diversité liée, entre autres, à leur intégration plus ou moins aboutie dans l'économie de marché – les agricultures paysannes ont un dénominateur commun, leur capacité de résister aux adversités de toutes sortes, en jouant sur plusieurs types de capital, naturel, financier, physique, humain et social (Sourisseau *et al.* 2012).

1.3. Les communs au service des ressources naturelles

Contrairement à Marx et Tchayanov, Karl Polanyi n'a pas abordé explicitement la question des communs et leur rôle pour la reproduction des communautés. C'est aux courants institutionnalistes et neo-institutionnalistes que l'on doit des analyses sur ce sujet. S'intéressant aux coordinations, leurs analyses dépassent le niveau de la petite unité paysanne. Les travaux d'Elinor Ostrom sont exemplaires à cet égard (Ostrom 1990/2015). Avec son équipe, elle met en évidence les arrangements institutionnels qui permettent une gestion des ressources naturelles susceptible de garantir leur reproduction.

Qu'entendons-nous par communs ? Peuvent potentiellement être considérés comme tels des biens dont l'accès est *a priori* libre et difficile à restreindre, mais dont tout utilisateur supplémentaire risque de porter préjudice à l'ensemble des exploitants. Les exemples couramment donnés à cet égard sont les zones de pêche et les pâturages. Or, ces ressources ne sont pas automatiquement des communs. Elles le deviennent seulement à partir du moment où leur gestion respecte un ensemble de règles consenties par les parties prenantes. Le statut de communs n'est pas seulement réservé aux ressources naturelles en tant que telles, mais peut aussi s'appliquer à des systèmes faits par l'homme (*men made*). Ceci permet d'inclure, par exemple, des barrages et des dispositifs d'irrigation, mais aussi les résultats de la recherche scientifique, des logiciels, voire la microfinance. De plus en plus de travaux plaident en ce sens (Coriat 2013 et 2015, Dardot et Laval 2014, Servet 2015).

L'approche en termes de communs permet de surmonter l'opposition simpliste entre propriété privée et publique, tout en impliquant les populations dans la gestion de leur environnement. Cette implication suppose cependant que soit respecté le principe du libre consentement des parties prenantes, un consentement qui ne se base pas nécessairement sur des règles démocratiques, mais peut aussi s'appuyer sur les hiérarchies existantes¹, tout en les renforçant le cas échéant. *Quid* alors du rôle des communs dans les régimes socialistes ? L'Union soviétique ignorait le principe du consentement, et les aspirations démocratiques des populations étaient « rongées » à la fois par le haut et par le bas (Dardot et Laval 2014 : 82). D'une part, l'État fit main basse sur les comités d'usine et de quartier ainsi que sur les milices, auparavant autonome ; d'autre part, il développa un appareil qui devait se substituer aux assemblées générales. De cette sorte, l'État-Parti dirigea le « développement » par le haut et il y avait collusion entre communs et propriété étatique (*ibid.* : 82-83). Il s'ensuit que les interventions centralisées de l'État-Parti conduisaient à la déresponsabilisation des populations.

2. La collectivisation des moyens de production contre les communs

2.1. D'un servage l'autre

La Russie pré-soviétique connaissait bien des logiques communautaires. Elles s'exprimaient à travers la communauté rurale, le *mir* (signifiant « monde »). C'est au *mir* que les nobles concédaient les terres. Son organe administratif, *obșina*, avait des attributions en matière fiscale, car il collectait l'impôt. Plus encore, il décidait de l'assolement – mesure conservatrice par excellence –, du calendrier agricole, des droits de pacage ainsi que de la redistribution périodique des terres, au prorata des bouches à nourrir, autant de pratiques renvoyant à des logiques communautaires et solidaires (Kerblay 1976). Dans une certaine mesure, celles-ci permettaient de contrebalancer le pouvoir des propriétaires fonciers.

Alors que les terres étaient la propriété du *mir*, leur exploitation se faisait individuellement, par les foyers constitutifs de la communauté. Plus encore, leur occupation était soumise à rotation qui intervenait généralement tous les vingt-cinq ans, lorsque le sol était épuisé². Il s'ensuivit une remise en cause périodique de l'usufruit de la terre, ce qui entraînait aussi une certaine mobilité des paysans dont on peut supposer qu'elle contribuait au renouvellement des ressources.

Les *mir* n'avaient pas seulement des fonctions d'ordre économique et fiscal à remplir. Ils étaient de véritables communautés de proximité affective. En effet, compte tenu de leur appartenance au *mir*, les paysans et leurs proches se considéraient comme des parents, ce qui impliquait aussi de l'assistance aux démunis. Plus encore, ils se reconnaissaient dans un ancêtre plus ou moins mythique (Sicard 1990 : 604), ce qui conférait au chef du *mir* des attributions d'ordre spirituel. Autant d'éléments qui rappellent la vision polanyienne de l'articulation entre économique et non-économique.

¹ Pour les communs dans la pêche dans le Delta central du Niger au Mali, voir Baumann (2017 à paraître).

² On reprocha à cette rotation de freiner l'amélioration du sol par des pratiques culturales appropriées et un souci d'investir dans le long terme (Fitzpatrick 1994 : 22).

Pendant la période allant de l'abolition du servage en 1861 – et les réformes agraires qui l'accompagnaient³ – à la collectivisation de l'agriculture des années 1920, la préoccupation majeure des décideurs concernait la transformation de la société rurale et la modernisation des pratiques culturelles. L'objectif était double : éradiquer la pauvreté et faire contribuer le monde agricole au développement de l'économie nationale. Un certain nombre d'activistes – dont aussi des scientifiques – tentaient d'œuvrer dans ce sens. Parmi eux, le groupe des Narodniki dont la devise était : « aller vers le peuple », « *xoždenie v narod* ». Leur mouvement préfigurait, en quelque sorte, la collectivisation agraire sous Lénine. Ils étaient nombreux à penser que la forme originale du socialisme agraire propre au *mir* pouvait servir de base à la nouvelle société russe, sans le passage obligatoire par une étape capitaliste.

Or, les réformes initiées dès 1906 par le premier ministre Piotr Stolypine devaient prendre une autre direction. Soucieux de liquider les vestiges de la féodalité, l'État retira son appui aux *mir* traditionnels, l'idée étant de promouvoir une nouvelle classe de petits propriétaires indépendants et d'amener les paysans moins dynamiques à vendre leur force de travail aux premiers ou aux entreprises industrielles, fut-ce au détriment de principes égalitaires et de la cohésion sociale. Cependant, la majorité de ceux qui avaient répondu présents à l'injonction de Stolypine se sentirent vite obligés d'abandonner leur projet, faute de moyens suffisants (Fitzpatrick 1994 : 22).

Pour remédier à cette impasse, de nouvelles formes communautaires furent mises en place, des formes qui, par opposition aux *mir*, se caractérisaient par le travail collectif. La formule qui devait s'imposer consistait en la rémunération au prorata du travail fourni (Kerblay 1976), ce qui correspond à une rupture par rapport aux pratiques antérieures. Progressivement, la collectivisation allait se mettre en place, par une intégration horizontale. Elle fut mise en œuvre avec une brutalité sans commune mesure, ce qui amenait les petits exploitants à la qualifier de « deuxième servage ».

Ce mouvement n'empêchaient cependant pas les spécialistes à poursuivre leurs interrogations sur les méthodes les mieux à même d'améliorer les rendements et la productivité de l'agriculture, en tenant compte de la grande hétérogénéité de l'espace de l'URSS et de la spécificité des pratiques culturelles. Ainsi, estimant que les conditions naturelles imposent des limites à l'intégration horizontale, Alexandre Tchayanov, plaidait pour l'intégration verticale par le biais de coopératives, formule qui aurait pu garantir la survie des petites exploitations. Le sort réservé à Tchayanov fit tragique : taxé de contre-révolutionnaire il fut arrêté le 3 octobre 1937 et exécuté le même jour⁴.

2.2. Collectivisation et résilience de l'agriculture paysanne

Histoire de l'Union soviétique est aussi et surtout celle de la prééminence du politique par rapport à d'autres considérations, scientifiques entre autres. L'exemple d'Alexandre Tchayanov n'en est qu'un parmi beaucoup d'autres. Ce qui importait aux autorités du pays, c'était de montrer la supériorité de l'économie planifiée par rapport à l'économie capitaliste. Pour cela, elles forçaient le développement de l'industrie lourde et de l'appareil militaire.

³ En Géorgie, la spécificité des propriétés terriennes, avec un grand nombre d'exploitations moyennes fit que l'émancipation des serfs prit du retard (Suny 1988/1994 : 96-112).

⁴ Son épouse, elle, passa 18 ans dans des camps de travail. Tchayanov a été réhabilité en 1987. Aujourd'hui, une rue à Moscou porte son nom.

L'agriculture, elle, était instrumentalisée pour atteindre cet objectif (Karcz 1967). Nikita Khrouchtchev, après Joseph Staline, figure clé de l'agriculture soviétique le dit en ces termes :

« If we catch up with the United States in per-capita production of meat, butter and milk, we will fire the most powerful torpedo against the foundations of capitalism.⁵ »

L'on connaît l'organisation de l'agriculture soviétique, avec les kolkhozes et les sovkhoses, d'une part, les petites exploitations familiales – appelées « exploitations personnelles auxiliaires » (EPA⁶) pour souligner leur caractère accessoire –, d'autre part. Ces dernières prolongent, en quelque sorte, la tradition des unités paysannes pré-soviétiques. Elles ne produisaient pas seulement pour l'auto-consommation familiale, mais aussi pour la vente, directement auprès des kolkhozes ou sur les marchés. Même si les revenus ainsi générés ne permettaient pas de combler la différence des conditions de vie entre les villes et les campagnes, ils correspondaient à un apport appréciable, ne serait-ce que pour une partie des exploitants géorgiens :

« The fortunate Georgians, Uzbeks, or Azerbaijanis from the South who grow high-priced tropical fruits and flowers or winter vegetables go off to bribe salesgirls for defitsitny goods, buy toys and trinkets for children, splurge at restaurants, or occasionally pick up secondhand cars. » (Smith 1977 : 268)

L'attitude de Moscou par rapport au statut privé des EPA n'était pas systématiquement hostile, bien au contraire. Elle évoluait en fonction de l'assouplissement du régime et d'un certain pragmatisme des décideurs. Ainsi, Khrouchtchev tentait de limiter la taille maximum des surfaces à un demi-acre (soit 0,2 hectare). Etant donné la grande pénurie de vivres, la situation devait radicalement changer dans les années 1970, sous Léonid Brejnev. Désormais et conformément à une décision (non publiée) du Comité central, le parti était censé appuyer activement les champs familiaux. Ce revirement fit même son entrée dans la constitution de 1977 (Shlapentokh 1989 : 160-161). Et Brejnev de considérer l'appui des fermes familiales comme un « élément central de la politique agricole soviétique » (*ibid.* : 161).

Les relations entre fermes collectives et EPA faisaient intervenir les communs, en les « adaptant » au régime soviétique. Les bénéficiaires en furent autant les premières que les secondes. Les fermes collectives trouvaient dans les EPA un moyen pour compléter la production déficitaire par rapport aux objectifs irréalistes du plan. Les kolkhozniki, eux, pouvaient faire paître leurs animaux sur les pâturages des kolkhozes⁷, voire s'y approvisionner en input pour leur EPA, de manière officielle – ou officieuse, selon la devise : « Dis-moi ce que tu as dans ton sac et je te dirai où tu travailles. »

2.3. Recherche scientifique, urgence et idéologie

Les communs – compris au sens large, c'est à dire en y intégrant ses résultats de la recherche scientifique – méritent une attention particulière. L'éthos de la recherche suppose le respect d'un certain nombre de normes qui sont supposées être intériorisées par les

⁵ Voir Volin (1967 : 6) qui s'appuie sur les écrits de N. Khrouchtchev, *La construction du communisme et le développement des l'agriculture en URSS, Moscou 1962-1964*, vol. 2, p. 451 (en russe).

⁶ Traduction de LPH (Ličnye Podsobnye Kozâjstva).

⁷ Une ferme familiale avait généralement une vache ou deux. Même aujourd'hui, un paysan géorgien ne possédant pas de vache est considéré comme pauvre. – Le fait de faire bénéficier les petits exploitants des pâtures des kolkhozes était aussi motivé par des contraintes matérielles : les surfaces des EPA étaient tout simplement trop réduites pour pouvoir servir aussi de pâturage.

chercheurs (Merton 1973/1938). Cependant, dans un État totalitaire comme celui de l'Union soviétique, ces normes sont sacrifiées, et c'est la loyauté des scientifiques envers l'État qui prime. Comme dans d'autres régimes totalitaires – et l'on pense notamment à l'Allemagne nazie – le monde scientifique avait perdu toute autonomie par rapport au régime.

Dans le souci de montrer la supériorité de l'économie administrée, Moscou pensait pouvoir appliquer ce principe aussi à l'agronomie et la génétique. A cet égard, Trofim Denissovitch Lyssenko, de 1938 à 1962 président de l'Académie des sciences agricoles de l'URSS, jouait un rôle central. Bénéficiant de la protection de Staline, il exerça « une véritable dictature intellectuelle » sur le milieu scientifique et n'hésita pas à faire arrêter les scientifiques qui osaient s'opposer à sa vision de la science (Kerblay 1973 : 179)⁸. Celle-ci n'était désormais plus considérée comme politiquement neutre : le régime soviétique établit une distinction entre science prolétaire et science bourgeoise. Au nom de la lutte contre le cosmopolitisme, la génétique fut bannie ; les échanges avec les chercheurs étrangers devinrent ainsi quasiment impossibles, isolant par là les scientifiques russes de la communauté internationale.

Les déclarations de Lyssenko, qualifié à l'étranger de pseudo-scientifique et de mystificateur, furent tout simplement fantasques. Ignorant sciemment les connaissances génétiques, il prétendait qu'une espèce pouvait être transformée en une autre – l'orge en seigle, par exemple – ou bien que les plantes pouvaient être soumises à la « rééducation socialiste » si on les plantait en groupe pour que les éléments les plus faibles se sacrifient pour les plus forts (Gratzer 2005 : 204). L'on peut penser que le succès de Lyssenko auprès des autorités soviétiques – Staline, nous l'avons dit, mais aussi Khrouchtchev – ne renvoie pas à une quelconque opposition entre le marxisme-léninisme et ses adversaires idéologiques (Kerblay 1973). Il s'expliquerait plutôt par le sentiment d'urgence auquel étaient confrontés les autorités. Urgence de surmonter rapidement les déficits de la production, un élément potentiellement déstabilisateur pour le régime. Ainsi, un « original » comme Lyssenko, fils de paysans et « professeur aux pieds nus », qui promettait des résultats rapides, avait toutes les chances de se faire écouter (*ibid.* : 180). Le souci d'atteindre rapidement des résultats se traduisait aussi par des attitudes court-termistes au niveau des exploitations même (Joravsky 1967 : 167) : compte tenu des objectifs du plan, les parties prenantes n'avaient d'autre choix que de privilégier des objectifs immédiats. Les conséquences furent désastreuses, que ce soit pour le milieu des botanistes et agronomes russes ou pour l'environnement et le renouvellement des ressources naturelles.

Souvent, des facteurs climatiques furent mis en avant pour justifier la faiblesse des performances de l'agriculture. Cet argument oublie cependant que les erreurs commises tant sous J. Staline que sous N. Khrouchtchev, lui-même d'origine rurale, furent colossales. Les exploitations agricoles collectives et privées faisaient fi des connaissances disponibles quant aux méthodes culturales protectrices de l'environnement, renonçant par exemple à l'utilisation des engrais verts comme le trèfle ou le lupin dont les bienfaits ne sont pas immédiats, mais se manifestent au bout d'un certain nombre d'années seulement. De même, l'utilisation de graminées dans des zones où celles-ci s'étaient pourtant avérées efficaces fut négligée et l'utilité des jachères dans les zones sèches sous-estimée (Volin 1967 : 4). Dans les régions destinées à la production de maïs, seuls 5 % des surfaces étaient

⁸ Voir aussi Gratzer (2005), Kindo (2009), McNally (1971), Roll-Hansen (2005), Volin (1967).

mis en jachère, alors qu'aux États-Unis, dans un milieu comparable, la proportion était entre six et huit fois supérieure (Johnson 1982 : 18). Rien d'étonnant alors que certains sols se trouvaient surexploités. Limitant aussi l'irrigation, jugée trop coûteuse, Khrouchtchev entama une fuite en avant vers une agriculture extensive sur des terres vierges, pour y planter du maïs, sans que les terres s'y prêtent véritablement.

Les considérations écologiques semblent aussi être négligées en Géorgie soviétique, des négligences qui concernaient la coupe intempestive d'arbres, menaçant par là les sols d'érosion par le vent, ainsi que l'entretien déficitaire des systèmes d'irrigation. De même, le surpâturage posait des problèmes. Autant d'éléments qui devaient aussi se révéler problématiques dans la Géorgie indépendante.

Les données chiffrées confirment le marasme de l'agriculture soviétique. Les sources soviétiques et états-uniennes sont concordantes pour démontrer le décalage grandissant entre les performances de l'industrie, d'une part, et celles de l'agriculture, d'autre part. La production d'acier avait été multipliée par 26 entre 1913 et 1969 et celle des machines-outils par 103. En revanche, celle des céréales et de la viande avait connu seulement une multiplication par 2,2 et 2,4 respectivement (Shaffer 1971 : 95-96). Dans des régions climatiquement comparables, les performances de l'agriculture soviétique se situaient largement en-dessous du niveau américain (Bergson & Kuznets 1963 : 223-228). Faiblesse de la productivité du travail et des rendements de la terre en sont les caractéristiques principales : un travailleur soviétique aurait été huit fois moins productif qu'un travailleur dans l'agriculture américaine⁹. Quant au rendement d'une culture aussi répandue que celle de la pomme de terre, le rendement au hectare était bien supérieur aux États-Unis, et ceci avec un taux de semis bien plus réduit que dans les kolkhozes¹⁰.

Au moment de la *perestroïka*, le marasme fut tel que Gorbachev évoqua la liquidation possible des kolkhozes et sovkhoses (Ellman 1988). Le débat qui s'ensuivit fut nourri par la décollectivisation en Chine et des récits relatifs au succès d'exploitations paysannes en Europe. Une fois de plus, beaucoup d'espairs furent placés dans l'agriculture. Ce n'est pas un hasard si les spécialistes de l'agriculture paysanne furent réhabilités à cette époque. Alexandre Tchayanov en fit partie¹¹. En URSS, « l'histoire, c'est de la politique projetée dans le passé », aurait constaté un célèbre historien soviétique (*ibid.* : 1210)...

3. La Géorgie post-soviétique : à la recherche des communs

3.1. Le démantèlement de structures qui font système

Le démantèlement de l'URSS eut des répercussions dramatiques pour les échanges entre les différentes républiques soviétiques, chacune ayant ses spécificités économiques. La Géorgie avait joué un rôle de taille dans le domaine de l'aéronautique, d'une part, l'agriculture,

⁹ Voir Maddison (1998 : 320-321) (année de référence : 1987). Pour des périodes antérieures, voir Volin (1960).

¹⁰ Le taux de semis met en relation le semis et la production : 7 % aux États-Unis, 33 % dans les kolkhozes de l'oblast de Briansk, quelques centaines de kilomètres au sud-ouest de Moscou. Les récoltes des kolkhozes et des EPA sont cependant comparables, même si le taux de semis de ces dernières est deux fois moindre. Source : G.D. Johnson et K. McConnell Brooks (1983 : 41-42).

¹¹ Pour la redécouverte de Tchayanov pendant la *perestroïka* et le nouvel oubli lors de l'adoption de l'économie néolibérale, voir Shanin (2009) et Stanziani (2004).

d'autre part. L'effondrement de la dernière fut particulièrement brutal et sa reprise en main par les autorités de Tbilissi devait se heurter à des obstacles plus grands que dans d'autres pays post-soviétiques¹². Il y a pour cela plusieurs raisons. Tout d'abord, comparée à l'Azerbaïdjan et à l'Arménie, la Géorgie avait un secteur agricole bien plus important et une productivité à l'hectare qui était le double de celle enregistrée chez ses deux voisins du Caucase du Sud (Welton 213 : 33). Lorsque le système sur lequel s'appuie une telle agriculture s'écroule, les conséquences sont forcément dramatiques. Ensuite, les troubles politiques furent particulièrement violents, avec la guerre civile qui ravageait l'Abkhazie et l'Adjarie, alors que d'autres zones encore échappaient au contrôle de Tbilissi. Enfin, dans cette situation d'anomie, les infrastructures – systèmes d'irrigation, rails, conduits de gaz, installations électriques, etc. – étaient pillées. La Géorgie devint l'un des plus grands exportateurs de ferraille.

Les privatisations concernaient les *kolkhozes* et *sovkhozes*, tout comme les lieux de stockage et les unités de transformation. Dans un petit nombre de cas, la reconversion réussit. Mais souvent, les nouveaux propriétaires étaient les « barons rouges » mis à la tête des usines au cours des premières années consécutives à l'indépendance ; ils se sont montrés peu motivés pour les restructurations qui s'imposaient, bradant des équipements collectifs¹³. De même, l'on constata des cas d'accaparement de terres.

La plus grande partie des terres furent cependant reprises par les ménages (Encadré). Toute famille qui le souhaitait reçut la terre à cultiver, une surface d'environ un hectare¹⁴. Cette mesure concernait tout d'abord les *kolkhozniki*, mais pas seulement. Car après la liquidation des entreprises industrielles et la réduction des effectifs dans la fonction publique, beaucoup de Géorgiens s'étaient tournés vers le secteur agricole qui vit sa population augmenter de manière spectaculaire.

Le démantèlement ne s'arrêtait cependant pas aux structures de production et aux infrastructures matérielles. Il devait aussi toucher les instituts de formation et de recherche. Leur personnel fut licencié, une situation d'autant plus préjudiciable pour l'avenir de la recherche scientifique que le savoir d'un agronome ayant travaillé dans un *kolkhoze* ou *sovkhoze* n'est que très partiellement adapté au contexte particulier de la petite agriculture paysanne. On le voit, en un temps de quelques années, voire de mois seulement, disparaissait une agriculture fortement subventionnée, articulée avec l'amont et l'aval de la production : recherche scientifique de pointe, artificialisation et irrigation, équipements lourds fournis par l'industrie de la République socialiste de Géorgie, système de commercialisation, etc. En termes de communs, il s'agit là d'une perte sans précédent.

¹² Les paragraphes qui suivent reprennent certaines idées exposées dans Baumann (2015).

¹³ « Collective farm managers stripped assets, selling machinery and equipment for scrap and pocketing the proceeds. Destitute farmers sold what was left of the equipment in order to buy food for their families, thus reducing their productive capacity further. [...] Donated or subsidized food from other countries saved many Georgians from starvation in the early 1990s, but the food aid had the perverse side-effect of depressing prices and taking markets away from Georgian farmers. » MacPhee (2005 : 146).

¹⁴ L'octroi d'un lopin de terre devait aussi avoir des conséquences en termes de données statistiques relatives au chômage. En effet, dès qu'une famille dispose d'un champ, ses membres ne peuvent plus être considérés comme chômeurs. Ceci explique un taux de chômage « anormalement » bas : 12 % en 2015 (contre 16,9 % en 2009. Source : http://www.geostat.ge/index.php?action=page&p_id=146&lang=eng (20 décembre 2016).

L'agriculture paysanne en Géorgie, vingt-cinq ans après l'indépendance

En Géorgie post-soviétique, 93 % des exploitations agricoles sont de type familial ; elles disposent de 96 % des terres cultivées, contre 6 % en 1988 (Kegel 2003 : 148, Geostat 2016b). Leur surface moyenne est inférieure à 1,5 hectare, généralement répartie entre plusieurs champs plus ou moins éloignés du domicile. On estime que deux Géorgiens sur cinq s'occupent du travail de la terre (ou de l'élevage, voire de la pêche), proportionnellement deux fois plus que du temps de l'URSS ; mais les données fiables font défaut. Le vieillissement de la population, un phénomène accéléré par l'émigration, est particulièrement prégnant en milieu agricole, car plus d'un tiers des chefs d'exploitation ont plus de 65 ans¹⁵. Les unités comptent en moyenne 3,4 membres. En schématisant quelque peu, on peut dire que plus la région est pauvre, plus les ménages sont de petite taille, comme dans la région de Racha-Lechkhumi et Kvemo Svaneti, région montagneuse contiguë à la Russie, où ils sont composés de 2,4 personnes seulement.

Comme du temps de l'Union soviétique, la culture de ces lopins permet de produire tout d'abord pour la consommation du ménage (Gelashvili *et al.* 2014 ; Kegel 2003). Le cas échéant, on envoie aussi de la nourriture – fruits, légumes, fromages, vin – aux membres de la famille qui travaillent en ville. Les revenus générés sont plus faibles que ceux dans d'autres secteurs économiques¹⁶. Souvent, les transferts – on pense notamment aux pensions de retraite, 160 lari (72 USD) par mois, soit approximativement l'équivalent du minimum de subsistance¹⁷ – représentent les seuls revenus monétaires du ménage.

Pour nourrir sa population, la Géorgie dépend dans une large mesure des importations. En effet, le taux de couverture des importations par les exportations est faible : entre 2000 et 2015, il fluctuait entre 20 % et 35 %¹⁸. Les légumes consommés sont importés à raison de 30 % ; le taux atteint près de 60 % pour la viande¹⁹.

Quid alors des entreprises agricoles ? Leur nombre reste fort limité. Les exemples cités à satiété sont la société Ferrero grande demandeuse de noisettes, le producteur de nourriture pour bébés Hipp ainsi que quelques établissements vinicoles.

3.2. L'ultra-libéralisme : le marché au service des communs ?

Décréter la privatisation des moyens de production est une chose, leur exploitation efficace, compatible avec les règles de l'économie de marché, en est une autre. Le désœuvrement est grand, surtout pour les jeunes :

« There is not much to do in the villages, partly because they do not know how to get the capital for seed, fertilization, pesticides, irrigation maintenance and repairs, farm tools and machinery. Those who can raise crops do not know where to sell them. All of these things were provided for them in Soviet times. » (MacPhee 2005 : 144).

Continuant sur la lancée du régime d'Edouard Chevardnadze (1992-2003), Mikhaïl Saakachvili et son équipe comptaient exclusivement sur les forces du marché pour promouvoir l'économie et faire émerger la coordination entre parties prenantes (ESI 2010a et 2010b)²⁰. Conformément à l'approche bien connue de « l'État minimum », le ministère de

¹⁵ Année de référence : 2014. Dans la population, les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 14,3 %. L'on ne dispose pas de données sur l'âge des chefs de famille, toutes catégories confondues.

¹⁶ Sources : Geostat (2015a), Geostat (2016a). Voir aussi Welton (2013).

¹⁷ Année de référence : 2016. Source : Social Service Agency. Accès HTTP : <http://ssa.gov.ge/> (1^{er} mai 2016).

¹⁸ Le taux de couverture est de 32,5 % en 2015, contre 19,5 % en 2010. Sources : Services statistiques de la Géorgie (Geostat). Accès HTTP : http://www.geostat.ge/index.php?action=page&p_id=752&lang=eng (5 mai 2016).

¹⁹ Etant donné l'absence d'infrastructure (de collecte, de stockage), la situation est particulièrement problématique pour les produits laitiers. Le matsoni, une sorte de yaourt particulièrement prisée par les Géorgiens, vendu dans les grandes surfaces, est fabriqué à partir de lait en poudre importé.

²⁰ ... ce qui ne les empêcha pas d'intervenir massivement en faveur d'acteurs qui leur étaient politiquement proches.

l'Agriculture a connu une réduction de ses effectifs : 78 % pour la période allant de 2000 à 2007 (Welton 2013 : 82-84). De même, les dépenses en faveur de l'agriculture furent réduites au strict minimum ; entre 2005-2012, elles correspondaient à une moyenne de 1,3 % des dépenses du gouvernement. Une bonne partie de ces dépenses n'était pas liée à des mesures de développement, mais avait des finalités sociales en faveur des populations rurales. Et le ministère même de constater qu'il aurait « davantage décrété des mesures *ad hoc* que d'avoir planifié le développement du secteur »²¹. Ce qui plus est, les fonds alloués à l'agriculture étaient essentiellement destinés à l'État central, alors qu'en 2008 par exemple, les régions et municipalités, elles, devaient se contenter de 5,2 millions USD, concentrés sur quelques zones seulement.

Les mesures de privatisation allaient de pair avec le nouveau statut de la terre. Celle-ci est désormais un bien marchand. Pour les populations rurales, il s'agit là d'une rupture particulièrement traumatisante, car la terre représente pour elles bien plus qu'une simple marchandise, elle est un élément identitaire et garantit leur inscription dans l'histoire longue. La situation est d'autant plus problématique qu'une grande confusion règne à ce propos (Muskhelishvili 2012). Seules les terres exploitées individuellement – que ce soit pour les cultures pérennes ou annuelles – peuvent être aliénées, pourvu qu'elles aient été enregistrées ; une procédure qui est cependant trop coûteuse pour beaucoup de petits exploitants. En revanche, les terres servant de pâturage ou pour la production fourragère, terres collectives par excellence, elles, sont inaliénables. Mais comme ailleurs dans le monde, les usages de la terre fluctuent au cours de l'histoire, sans que l'on dispose de traces écrites. De là naissent de nombreux conflits opposant, d'une part, des investisseurs potentiels et, d'autre part, des villages ayant besoin de pâturages pour leurs animaux. Or, depuis les réformes administratives du régime Saakachvili, les villages sont privés de pouvoir politique, ce qui les met en position de faiblesse lorsqu'ils souhaitent réclamer « leurs » terres. Beaucoup de villages se trouvent ainsi sans pâturages. Parmi ceux qui en disposent, le surpâturage est un problème récurrent²², car il n'y a pas de mécanismes institutionnels susceptibles de gérer ce type de communs.

L'absence de ce type de mécanismes concerne aussi les systèmes d'irrigation et de drainage (Welton 2013 : 66-69). Rares sont les infrastructures d'irrigation opérationnelles, environ 80 000 ha, contre jusqu'au sextuple à l'époque soviétique. Quelques grandes entreprises agricoles sont prêtes à rémunérer les services proposés par les sociétés commerciales en charge de la production et du transport de l'eau. En revanche, l'attitude des petites exploitations s'avère ambiguë. Elles ne semblent pas toujours en mesure de — ou prêts à — honorer leurs engagements financiers ; de même semble faire défaut leur volonté de s'impliquer dans l'entretien des canaux secondaires. Il existe cependant des exceptions, dans des périmètres limités où les structures sociales sont encore suffisamment fortes pour s'identifier aux communs. Mais la grande majorité des exploitations sont privées d'irrigation mécanisée, avec tous les inconvénients que cela entraîne en terme de rendement.

²¹ Source : Welton (2013 : 85) qui s'appuie sur Ministry of Agriculture (2008) *Overview of the Budget of the Ministry of Agriculture 2000-2007*, Tbilisi, p. 3.

²² Welton (2013 : 77), Gelashvili *et al.* (2014 : 22). Voir aussi Baumann (2015). Certains acteurs ont d'ailleurs profité de la confusion quant au statut effectif des terres collectives, pour en faire l'acquisition. Beaucoup de villages se trouvent ainsi sans pâturages.

D'une manière générale, les actions en faveur de l'agriculture paysanne sont handicapées par l'absence de données fiables, une situation liée, entre autres à la pluralité des organisations concernées par l'agriculture : ministère de l'Agriculture (pour la définition de la nature des terres), ministères de l'Économie (pour la privatisation), ministère de la Justice (pour l'enregistrement des terres). Il semblerait que le décalage entre les données fournies par les services statistiques, d'une part, et le ministère de l'Agriculture, d'autre part, aille parfois du simple au quintuple. Les autorités de Tbilissi ignorent le nombre de personnes s'occupant effectivement d'agriculture, tout comme elles ignorent le nombre d'animaux détenus par exploitation, une question pourtant centrale quant au suivi de l'état de santé des animaux.

L'héritage de l'ère Saakachvili est lourd pour le président Guirgou Margvelachvili et les partis majoritaires ayant été confirmés par les élections de novembre 2016. L'appui à l'agriculture compte, à côté des soins de santé et l'éducation, parmi les trois priorités de cette présidence qui a commencé fin 2013. Les mesures prises depuis concernent la recherche scientifique, la popularisation de technologies modernes, les prêts bonifiés destinés aux producteurs, des aides substantielles au labourage et à l'acquisition d'intrants, etc. L'union européenne, avec son programme ENPARD (Eastern Partnership Programme for Agriculture and Rural Development), contribue notamment à l'émergence de coopératives. Mais comme par le passé, c'est une course contre la montre. Comme par le passé aussi, des experts, se contentant de visions macro-économiques, promettent la mise en place d'une agriculture performante en un temps record, généralement cinq ans. Tout en réduisant l'agriculture paysanne à une « question sociale »...

Conclusion

Les développements qui précèdent ont montré le rôle vital qui est supposé revenir aux communs dans l'agriculture. Pour cela, ces derniers ont été définis au sens large, en englobant aussi l'amont – la recherche scientifique et les systèmes d'irrigation – et l'aval – la distribution des produits agricoles. Les exemples analysés concernaient la gestion des ressources naturelles sous le régime de l'économie administrée en URSS, avec ses fermes collectives sur lesquelles venaient se greffer les exploitations familiales, et la Géorgie post-soviétique, caractérisée par une agriculture de subsistance avec une forte synergie entre éléments économiques et non-économiques.

Dans les deux contextes la solution de la question des communs paraît peu satisfaisante. Elle souffre d'un handicap majeur : le déficit démocratique. En effet, pour que les communs puissent pleinement jouer leur rôle de lubrifiant entre les ressources naturelles, d'une part, et l'homme en tant qu'exploitant et consommateur, d'autre part, il faut un environnement institutionnel qui autorise les populations à prendre la parole et des initiatives. L'économie administrée soviétique n'a pas seulement contrôlé les moyens de production, l'État-Parti est allé jusqu'à se substituer aux forces de la société, y compris en matière de recherche scientifique. Sous des apparences démocratiques médiatisées avec succès à l'étranger, le régime de Mikhaïl Saakachvili, lui, avait tendance à imposer une vision ultra-libérale de l'économie. Dans ce contexte, l'agriculture paysanne ne pouvait qu'être frappée d'indifférence. Les petits exploitants – privés des repères de l'époque pré-soviétique et insuffisamment préparés au jeu des forces du marché – ne pouvaient compter sur l'État pour qu'il facilite l'émergence de communs compatibles non seulement avec l'économie de

marché, mais aussi avec leur *Weltanschauung*. Le chemin sera encore long pour que l'agriculture paysanne invente de nouveaux mécanismes permettant de gérer de manière judicieuse les ressources naturelles ainsi que l'amont et l'aval. Il n'y a guère de doute : l'économie et l'avènement de la démocratie renvoient à des temporalités différentes.

Références

- Baumann, E. (2011) « Géorgie : la difficile équation entre économie néo-libérale et valeurs démocratiques », in Dupont-Dobrzynski M. et Galstyan G. (dir.), *Les influences du modèles de gouvernance de l'Union européenne sur les PECO et la CEI*, Lyon : Ecole normale supérieure, Institut européen Est-Ouest. Accès HTTP : <http://institut-est-ouest.ens-lyon.fr/spip.php?article290> (20 décembre 2016).
- Baumann, E. (2015) « A la recherche de la main visible : l'agriculture en Géorgie post-soviétique », in Hillenkamp, I., Servet, J.-M. (dir.), *Le marché autrement. Marchés réels et marché fantasmé*, Paris : Editions Garnier, pp. 221-250.
- Baumann, E. (2017, à paraître) « Quand 'épargner' rime avec 'protéger'. À propos du renouvellement des ressources naturelles (Mali, Géorgie) », in Farinet (dir.), *Monnaie et Finance : des pratiques alternatives ? Pour une socioéconomie engagée*, Paris, Garnier, 15 p.
- Bergson, A., Kuznets, S. (dir.) (1963) *Economic Trends in the Soviet Union*, Cambridge (Mass.) : Harvard University Press.
- Chayanov, A.V. (1925/1986) "Peasant Farm Organization", in D. Thorner, B. Kerblay & R.E.F. Smith (eds.), pp. 29-316.
- Coriat, B. (2013) « Le retour des communs. Sources et origines d'un programme de recherche », *Revue de la régulation*, 2^e / automne, Accès HTTP : <http://regulation.revues.org/10463> (20 janvier 2016).
- Coriat, B. (dir.) (2015) *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*, Paris : Les liens qui libèrent.
- Dardot, P., Laval, Ch. (2014) *Commun. Essai sur la révolution au xxi^e siècle*, Paris : La Découverte.
- Dignat, A. (2015) « Piotr Stolypine, un réformateur à poigne », *Herodote.net*, 26 juillet, Accès HTTP : https://www.herodote.net/Piotr_Stolypine_1862_1911_-synthese-1929.php (4 mai 2016).
- Ellman, M. (1988) "Soviet Agricultural Policy", *Economic and Political Weekly*, vol. 23, n° 24, June 11, pp. 1208-1210.
- ESI (European Stability Initiative) (2010a) *Georgia's Libertarian Revolution. Part One: Georgia as a Model*, Berlin-Tbilisi-Istanbul. Accès HTTP : http://www.esiweb.org/pdf/esi_-_georgias_libertarian_revolution_-_part_one_-_georgia_as_a_model_-_10_april_2010.pdf (30 avril 2016).
- ESI (European Stability Initiative) (2010b) *Georgia's Libertarian Revolution. Part Two: Bendukidze and Russian Capitalism*, Berlin-Bruxelles-Istamboul. Accès HTTP : http://www.esiweb.org/pdf/esi_-_georgias_libertarian_revolution_-_part_two_-_bendukidze_and_russian_capitalism_-_17_april_2010.pdf (30 avril 2016).
- Fitzpatrick, Sh. (1994) *Stalin's Peasants : Resistance and Survival in the Russian Village after Collectivization*, New York : Oxford University Press.
- Gelashvili, S., Kochlamazashvili, I., Katsia, I. & Mamardashvili, Ph. (2014) *The Role of Family Farming in the Sustainable Development of the Agricultural Sector and Poverty Reduction in Georgia*, Tbilisi : International School of Economics at Tbilisi State University (ISET), Agricultural Policy Research Center, United States Agency for International Development (USAID).
- Geostat, National Statistics Office of Georgia (2015b), *Statistical Yearbook of Georgia 2015*, Tbilisi : Geostat. Accès HTTP : http://www.geostat.ge/index.php?action=wnews_archive1&qy=1&qy1=16&lang=eng (3 mai 2016).
- Geostat, National Statistics Office of Georgia (2016a), *2014 General Population Census Main Results. General Information 2014*, Tbilisi : Geostat. Accès HTTP : <http://census.ge/en/results/census> (5 mai 2016).
- Geostat, National Statistics Office of Georgia (2016b) *Agriculture of Georgia 2015*, Tbilisi : Geostat. Accès HTTP : <http://census.ge/en/results/agro-census> (20 décembre 2016).
- Gratzer, W. (2005) « L'affaire Lyssenko, une éclipse de la raison », *Médecine/Science*, vol. XXI, n° 2, février, pp. 203-206.
- Groupe Polanyi (2008) *La multifonctionnalité de l'agriculture. Une dialectique entre marché et identité*, Versailles : Éditions Quae.
- Johnson, G.D. (1982) *Prospects for Soviet Agriculture in the 1980s*, Final Report to National Council for Soviet and East European Research, Chicago : University of Chicago.

- Johnson, G. D., McConnell Brooks, K. (1983) *Prospects for Soviet Agriculture in the 1980s*, Bloomington : Indiana University Press.
- Joint Economic Committee, 86th Congress of the United States (1960) *Comparisons of the United States and Soviet Economies*, Washington : Government Printing Office, Papers submitted by Panelists Appearing before the Subcommittee on Economic Statistics. Part I, Washington, Government Printing Office, 376 p.
- Joravsky, D. (1967) "Ideology and Progress in Crop Rotation", in J. F. Karcz (dir.), *Soviet and East European Agriculture*, Berkeley : University of California Press, pp. 156-172.
- Karcz, J.F. (dir.) (1967) *Soviet and East European Agriculture*, Berkeley : University of California Press.
- Kegel H. (2003) "The Signification of Subsistence Farming in Georgia as an Economic and Social Buffer", in Abele, St., Froberg, K., (eds), *Subsistence Agriculture in Central and Eastern Europe. How to Break the Vicious Circle?*, Studies on the Agricultural and Food Sector in Central and Eastern Europe, vol. 22, Halle (Saale) : IAMO, pp. 147-160.
- Kerblay, B. (1973) « David Joravsky, *The Lysenko Affair* », *Revue de l'Est*, vol. 4, n° 2, pp. 179-181.
- Kerblay, B. (1976) « Le village en U.R.S.S.: changements et permanences », *Sociologia ruralis*, vol. 16, Issue 3, décembre, pp. 258-278.
- Kerblay, B. (1986) "A.V. Chayanov : Life, Career, Works", in Thorner, D., Kerblay, B. & Smith, R.E.F. (eds.), pp. xxv-lxxv.
- Kindo, Y. (2009) « L'affaire Lyssenko, ou la pseudo-science au pouvoir », *Science & pseudo-sciences (SPS)*, n° 286, juillet-septembre. Accès HTTP : <http://www.pseudo-sciences.org/spip.php?article1216> (7 mai 2016).
- Lenine, V. (1899/1974) *Le développement du capitalisme en Russie*, Paris et Moscou : Editions sociales / Editions du Progrès.
- Marx, K. (1894/1977) *Le capital*, Paris : Editions sociales, 3 vol.
- Maddison, A. (1998) "Measuring the Performance of a Communist Command Economy : an Assessment of the CIA Estimates for the USSR", *Review of Income and Wealth*, sér. 44, n° 3, September, pp. 307-323.
- McNally, P. (1971) "David Joravsky, *The Lysenko Affair*", *Studies in Soviet Thought*, 11, pp. 301-307.
- MacPhee, C. R. (2005) *Roll over Joe Stalin. Struggling with Post-Soviet Reform in the Caucasus*, New York : iUniverse Inc.
- Merton R. K. (1973/1938) "Science and the Social Order", in Merton R. K., *The Sociology of Science. Theoretical and Empirical Investigations*, Chicago, London : The University of Chicago Press, pp. 254-2.
- Ministry of Agriculture of Georgia (2015) *Strategy for Agricultural Development in Georgia 2015-2020*, Tbilisi.
- Montlibert, C. de (2014) *L'émancipation des serfs en Russie*, Bruxelles : Bebooks.
- Muskhelishvili, M. et al. (2012) *The Role of Social Capital in Rural Community Development in Georgia*, Tbilisi : Centre for Social Studies, Academic Swiss Caucasus Net (ASCN).
- Ostrom, E. (1990/2015) *Governing the commons. The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Polanyi, K. (1944/1983) *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, trad. fr. C. Malamoud, Paris : Gallimard.
- Polanyi, K. (1957) "The Economy as Instituted Process", in Polanyi, K., Arensberg, C. M. & Pearson, H. W. (dir.), *Trade and Market in the Early Empires. Economies in History and Theory*, Glencoe (Ill.) : The Free Press, pp. 243-270.
- Polanyi, K. (1977/2011) *La subsistance de l'homme. La place de l'économie dans l'histoire et la société*, trad. fr. B. Chavance, Paris : Flammarion.
- Roll-Hansen, N. (2005) "The Lysenko Effect: Undermining the Autonomy of Science", *Endeavour*, vol. 29, n° 4, pp. 143-147.
- Servet, J.-M. (2015) *La vraie révolution du microcrédit*, Paris : Odile Jacob.
- Shaffer, H.G. (1971) « Planification et croissance économique en Union Soviétique et l'Europe de l'Est », *Revue de l'Est*, vol. II, n° 4, 1971, pp. 75-122.
- Shanin, T. (1986) "Chayanov's Message: Illuminations, Miscomprehensions, and the Contemporary 'Development Theory'", in Thorner, D., Kerblay, B. & Smith, R.E.F. (eds.), pp. 1-24.
- Shanin, T. (2009) "Chayanov's Treble Death and Tenuous Resurrection: an Essay about Understanding, about Roots of Plausibility and about Rural Russia", *Journal of Peasant Studies*, 36: 1, pp. 83-101.
- Shlapentokh, V. (1989) *Public and Private Life of the Soviet People. Changing Values in Post-Stalin Russia*, New York, Oxford : Oxford University Press.
- Sicard, E. (1990) « Communautés villageoises », *Encyclopédie universalis*, vol. 23, pp. 603-607.
- Sourisseau, J.-M. et al. (2012) « Les modèles familiaux de production agricole en question. Comprendre leur diversité et leur fonctionnement », *Autrepart*, 2012/3, n° 63, pp. 159-181.
- Smith, H. (1977) *The Russians*, New York : Ballantine Books.

- Suny, R.G. (1994) *The Making of the Georgian Nation*, Bloomington, Indianapolis : Indiana University Press.
- Stanziani, A. (2004) « Chayanov, Kerblay et les Shestidesjatniki : une histoire 'globale' ?, *Cahiers du monde russe*, 2004/3-4, vol. 45, pp. 385-406.
- Tchayanov, A., Doligez, F. (1998) « A propos de l'organisation du crédit rural », *Economie rurale*, n° 247, pp. 3-10.
- Thorner, D. (1986) "Chayanov's Concept of Peasant Economy", in Thorner, D., Kerblay, B. & Smith, R.E.F. (eds.), pp. xi-xxiii.
- Thorner, D., Kerblay, B. & Smith, R.E.F. (eds.) (1986) *A.V. Chayanov. The Theory of Peasant Economy*, Madison (Wisconsin) : The University of Wisconsin Press.
- Volin, L. (1960) "Agricultural Policy of the Soviet Union", in Joint Economic Committee, 86th Congress of the United States (1960) *Comparisons of the United States and Soviet Economies*, Washington : Government Printing Office, Papers submitted by Panelists Appearing before the Subcommittee on Economic Statistics. Part I, Washington, Government Printing Office, pp. 285-318.
- Volin, L. (1967) "Khrushchev and the Soviet Agricultural Scene", in J.F. Karcz (dir.), *Soviet and East European Agriculture*, Berkeley : University of California Press.
- Welton, G. (dir.) (2013) *Comparative Analysis of Agriculture in the South Caucasus*, Tbilisi : United Nations Development Programme (UNDP).